

Coup de projecteur sur les tendances françaises en matière de chiffrement

John Grimm, directeur de la stratégie de sécurité pour l'Internet des Objets chezThales e-Security

Au début de l'année, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a annoncé que la France avait subi environ 24 000 cyberattaques en 2016, notamment sur la plus grande banque du pays, BNP Paribas. L'attaque a non seulement bouleversé le fonctionnement de l'une des plus grandes institutions financières de l'industrie bancaire, mais elle a aussi ouvert les yeux à de nombreuses autres entreprises sur les perturbations causées par les cyberattaques.

Il n'est donc pas étonnant que les entreprises du pays aient eu recours de plus en plus à des technologies de chiffrement, prenant des mesures pour protéger leurs données des menaces aussi bien internes qu'externes.

L'édition française de notre étude sur les tendances en matière de chiffrement a ainsi révélé que 42 % des répondants ont désormais mis en place une stratégie de chiffrement élaborée, soit un chiffre très légèrement au-dessus de la moyenne mondiale.

Comparaison à l'échelle mondiale

Cependant, si certaines constatations du rapport ont souligné l'alignement de la France avec le reste du monde, des différences positives et négatives subsistent en ce qui concerne les perspectives de menaces et les prescripteurs en matière de chiffrement.

Si les entreprises françaises considèrent de plus en plus le chiffrement comme une protection nécessaire de leurs données critiques, elles ne lui allouent que 12 % de leur budget de sécurité informatique, soit le chiffre le plus bas parmi tous les pays étudiés.

Mais certains signes sont extrêmement positifs. Par exemple, on constate que les directeurs d'unités opérationnelles sont ceux qui influent le plus sur les stratégies de protection des données. Cela indique que la protection des données est une priorité de l'ensemble de l'entreprise et pas seulement une préoccupation du département informatique. Si l'on ajoute à cela le fait que le déploiement du chiffrement connaît d'année en année une augmentation majeure au niveau des réseaux internes, des sauvegardes/archives et du big data, cela indique une évolution prometteuse de la vision des entreprises françaises du chiffrement en tant que technique préventive.

Externe contre interne

Bien que la grande majorité des pays ait admis se soucier des erreurs commises par leurs salariés qui les laissent vulnérables aux attaques, seulement 26 % des entreprises françaises placent cette menace en tête du classement, ce qui est le score le plus bas de tous les pays participant à l'étude. En revanche, les entreprises sont plus préoccupées que la moyenne par les dysfonctionnements des systèmes ou des processus, par les pirates informatiques externes et par les employés intérimaires ou sous-traitants.

Étant donné que 76 % des répondants ont cité l'inviolabilité des données assurée par des équipements dédiés (comme les modules de sécurité matérielle) comme l'une des fonctionnalités majeures des solutions de chiffrement, il semble que les entreprises françaises soient plus préoccupées par les attaques physiques sur le matériel de chiffrement. Ce n'est pas une surprise compte tenu de l'augmentation des piratages de données de haut niveau ces dernières années, qui ont tous fait l'objet d'une couverture médiatique importante dans le monde entier. Ce chiffre de 21 % supérieur à la moyenne peut aussi refléter une inquiétude quant à la sécurité physique insuffisante des centres de données situés dans d'autres pays.

Le cloud doit rester conscient

Comme les entreprises transfèrent un volume croissant de données dans le cloud, il faut s'attendre à ce que la sécurisation de ces plateformes et de ces technologies fasse partie des ordres du jour prioritaires des réunions des conseils d'administration. Notre étude a révélé que les entreprises françaises étaient moins enclines à transférer des informations sensibles ou confidentielles dans le

cloud, et plus particulièrement si elles n'étaient pas chiffrées. Tandis que le taux moyen mondial est de 53 %, la France est à l'avant-dernière place, avant l'Allemagne, avec un taux de 37 %.

Les entreprises continuent de préférer le contrôle au chiffrement pour l'utilisation dans le cloud, avec 41 % d'entre elles effectuant le chiffrement sur site avant d'envoyer les données dans le cloud à l'aide de clés qu'elles génèrent ou gèrent. À peine 20 % des entreprises étaient prêtes à autoriser le chiffrement dans le cloud, et toujours avec des clés qu'elles génèrent ou gèrent sur leurs sites.

Tout chiffrer

Les résultats de notre étude sur les tendances en matière de chiffrement démontrent quel intérêt les entreprises françaises portent à l'utilisation du chiffrement comme moyen de protection des données. Les résultats indiquent un taux d'utilisation du chiffrement est supérieur à la moyenne pour les informations relatives aux clients, la propriété intellectuelle et les documents financiers, avec 56 % procédant également au chiffrement des données de paiement – des données toutes extrêmement importantes.

Même s'il est certainement positif de voir que presque la moitié des répondants ont déjà mis en place une stratégie, il reste encore beaucoup à faire dans cette guerre contre la cybercriminalité. Le risque d'être victime d'une atteinte à la protection des données peut facilement avoir des effets dévastateurs pour une entreprise, ce qui explique l'importance capitale que revêt le chiffrement.

Le risque concerne non seulement les actifs essentiels de l'entreprise, mais aussi l'impact sur sa réputation, laquelle est bien plus difficile à recouvrer une fois ternie.

Pour lire le rapport complet de notre étude sur les tendances françaises en matière de chiffrement en 2017, voir [ici](#)